

# Conjoncture agricole ligérienne

Novembre 2023

ECONOMIE &  
PROSPECTIVE



CHAMBRE  
D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

**Le contexte macro-économique** demeure globalement morose sur fond de fortes tensions géopolitiques, même si la croissance économique française évolue plus favorablement que celle de l'Allemagne qui entre en récession. Alors que le recul des prix alimentaires est continu depuis le printemps, le nouvel emballement du prix de l'énergie depuis la fin de l'été ralentit la baisse de l'indice général des prix.

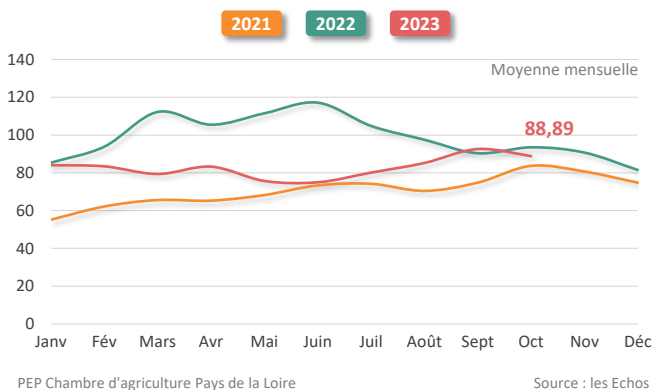
**Concernant l'élevage**, la production de lait de vache des Pays de la Loire recule sensiblement depuis le début de l'année. Ce repli traduit le processus de décapitalisation bovine en cours, mais qui semble ralentir depuis l'automne pour les races laitières comme allaitantes. Le recul de la consommation de viande est limité par le dynamisme de la RHD car les achats des ménages reculent sensiblement sur un an. En production porcine, la demande sur les marchés extérieurs et export manque de dynamisme. En filières avicoles, la reprise des abattages de volaille de chair est encourageante après une année 2022 bousculée par l'IAHP. La reprise de la production d'œufs peine à satisfaire la demande soutenue par le contexte inflationniste. Les disponibilités reculent sur les marchés de la viande ovine et des produits laitiers caprins principalement en raison du recul des importations.

**En production végétales**, alors que les conditions météorologiques sont à nouveau très contraignantes pour implanter les céréales d'hiver, les marchés des céréales et des oléagineux sont globalement soumis à la pression des disponibilités chez les principaux producteurs-exportateurs. En viticulture, la récolte 2023 est un bon millésime avec des disparités selon les secteurs et surtout perturbée par le contexte climatique. Le secteur des pépinières bénéficie d'une demande plutôt soutenue en ce début d'hiver, mais le contexte à la fois conjoncturel et structurel est plus compliqué en horticulture. En légumes, les températures élevées du début de l'automne ont créé un décalage entre l'offre et la demande. A l'heure du bilan de la récolte 2023 de pommes et de poires, les perspectives de la campagne de commercialisation sont plutôt encourageantes.



## ÉCONOMIE GÉNÉRALE : UNE INFLATION EN ÉTAU ENTRE HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE ET BAISSÉ DE CELUI DE L'ALIMENTATION

Prix du pétrole (Brent) (\$/baril)

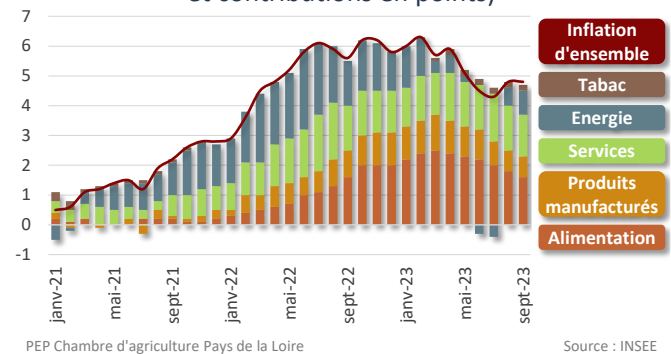


Le contexte géopolitique mondial favorise un retour à une hausse du prix du baril pétrole qui, en septembre, retrouve son niveau de 2022. En cause, il y a d'abord un rationnement de l'offre décrété par le cartel de l'OPEP+ dont certains membres, au premier lieu la Russie et l'Arabie saoudite, veulent maintenir un prix élevé des hydrocarbures. Pour le premier, il s'agit de financer dans la longueur l'effort de guerre en Ukraine. Pour le deuxième, il s'agit de financer de grands projets d'infrastructure. Un autre facteur important de volatilité source de tensions haussières est l'emballlement du conflit entre Israël et le Hamas palestinien. En effet, un risque de contagion des tensions vers le Moyen-Orient subsiste.

Alors que la décreue des prix alimentaires est continue depuis le printemps, ce nouvel emballlement du prix de l'énergie ralentit le recul du niveau d'inflation d'ensemble. Son effet est d'autant plus accentué que les remises à la pompe dont pouvaient profiter les Français en 2022 ne sont plus d'actualité. L'Insee table tout de même sur une continuité de la baisse de l'inflation française jusqu'à la fin de l'année. En

attendant, le pouvoir d'achat des ménages continue à être affecté avec une consommation de produits alimentaires en volume qui a encore baissé de 3 % entre le premier et le deuxième trimestre 2023.

Inflation d'ensemble et contributions par poste (glissement annuel en pourcentage et contributions en points)



Pour faire face à l'inflation, la Banque centrale européenne (BCE) a continué à resserrer ses taux directeurs qui atteignent maintenant 4,5 %. Leurs récentes déclarations permettent d'entrevoir une fin de cet épisode d'augmentation. En effet, la BCE suppose que le niveau actuel pourrait être suffisant pour juguler l'inflation en dessous de 2 %. Cet arrêt potentiel participe à l'affaiblissement de l'euro qui, en parité au dollar, a perdu 0,05 points entre la mi-juillet et le mois d'octobre. Dans l'Union européenne (UE), le contexte reste morose côté PIB alors que les conditions d'emprunt se sont durcies, que la consommation chancelle et que des marchés d'export majeurs comme la Chine sont au ralenti. Pourtant, la France résiste bien mieux que son voisin allemand avec +1 % de croissance alors que celui-ci entre en récession à -0,4 %.



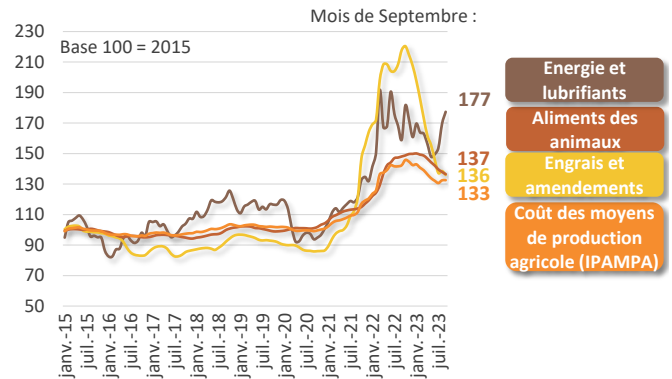
## INTRANTS : REPRISE DE LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE

En septembre 2023, le prix d'achat des intrants pour l'activité agricole demeure en légère hausse (+0,1 %/août 2023), après une baisse continue de février à juillet. Il demeure inférieur de 6,9 % au niveau de septembre 2022. Le prix des engrais

demeure en forte baisse sur un an (-37,5 %). Malgré la poursuite de la guerre en Ukraine, son niveau est en dessous de celui du début du conflit (-21 %/février 2022), mais reste élevé par rapport à la moyenne quinquennale 2018-22

pour un mois de septembre. Le prix de l'énergie connaît à nouveau une hausse sur un mois (+4,7 % après +10,3 % en août) et augmente fortement sur un an (+11,5 %). Les hausses de l'été 2023 sont la conséquence de l'accord de l'OPEP+ pour limiter la production jusqu'à fin 2024. Le prix des aliments pour animaux recule à nouveau sur un mois (-1,1 % après -1,1 % en août) et sur un an (-7,8 % en août 2022).

Coût des moyens de production par poste



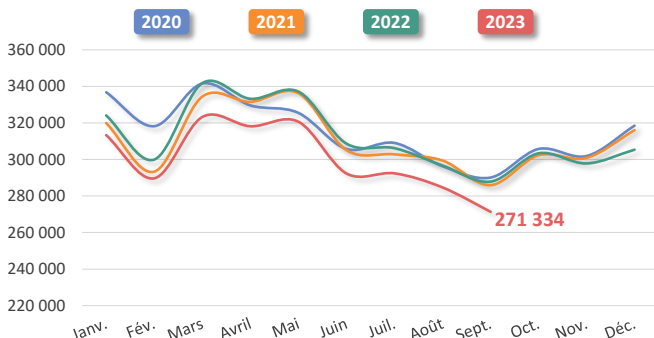
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE



**LAIT DE VACHE : VERS UN RECU DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS L'OUEST DE LA FRANCE ?**

Evolution mensuelle des livraisons de lait de vache en Pays de la Loire (1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

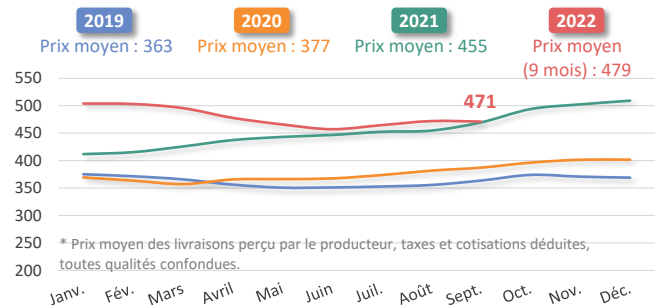
Source : Agreste

Alors qu'elle avait résisté en se stabilisant en 2022, la collecte ligérienne de lait de vache recule depuis le début de l'année sur fond de décapitalisation du cheptel laitier. En cumul de janvier à septembre, la baisse s'élève à -4,6 %. La collecte régionale de lait biologique suit une tendance similaire avec un repli du même ordre de grandeur (-4,8 %). Cette moyenne régionale masque des disparités départementales.

A l'échelle nationale, la collecte suit également une tendance baissière de -2,5 % sur la même période, moyenne qui masque également des disparités inter-régionales : -3,5 % en Bretagne, +0,5 % en Normandie en ce qui concerne le Grand Ouest. Le recul de la collecte a été particulièrement marqué début septembre en raison des vagues successives de chaleur.

Cette tendance nationale tranche avec la dynamique globale en UE 27 qui a vu sa production laitière légèrement progresser en

Evolution mensuelle du prix\* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

cumul annuel jusqu'en juillet principalement sous l'impulsion de l'Allemagne et des Pays-Bas, mais dont la collecte s'est essouffée en août. Au niveau mondial, la production laitière a progressé au cours du premier semestre 2023, tirée par les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'UE 27. En août, la collecte des grands bassins exportateurs se stabilise à son niveau de 2022.

Les fabrications françaises de produits laitiers reculent globalement en cumul de janvier à septembre par rapport à 2022 sous l'effet d'un repli plus marqué depuis le mois d'août. Cette baisse estivale traduit une inflexion des achats des ménages qui rompt avec la tendance au maintien observée depuis le début de l'année. La consommation de produits biologiques ne donne pas de signes d'amélioration, ce d'autant plus que le désengagement des GMS dans la vente de produits biologiques contribue également à la déconsommation selon l'Idèle. En cumul de janvier à août, le solde commercial français des

produits laitiers progresse globalement, à l'exception des fromages.

A rebours de la tendance européenne, le prix du lait a résisté et progressé en France cet été. En Pays de la Loire, le prix moyen du lait conventionnel payé aux producteurs (toutes qualités confondues) s'infléchit légèrement à 471 euros/1 000 litres en septembre. Son évolution au cours des prochains mois conditionnera la dynamique de production laitière dans le Grand Ouest et en France. Le prix du lait

biologique (toutes qualités confondues) s'est établi à 527 euros/1 000 litres.

Dans ce contexte, la question de la souveraineté française en produits laitiers est posée. D'après le CNIEL, en tenant compte des évolutions actuelles de la production et de la consommation, la France pourrait devenir importatrice nette de produits laitiers à partir de 2027, sachant qu'elle l'est déjà pour la matière grasse.

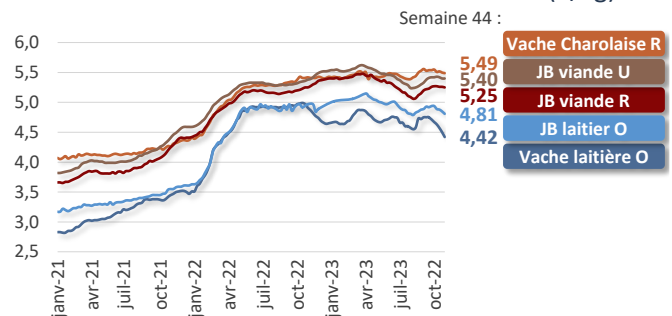


## VIANDE BOVINE : LA DÉCAPITALISATION MARQUE LE PAS

En septembre dans les Pays de la Loire, la baisse du cheptel bovin sur un an est de 1,83 % et semble donc enfin ralentir. Ce ralentissement se lie autant sur le cheptel allaitant qui baisse de 1,2 % sur un an (contre 2 % en avril) que sur le cheptel laitier qui recule de 2,7 % (contre 3,5 % en avril). La réduction des réformes de vaches est dans les deux cas le principal moteur de ce ralentissement de la décapitalisation. Pourtant, le recul des abattages par rapport à la campagne précédente continu à se creuser par rapport au début d'année. Les sorties boucherie de mâles viande (12 à 24 mois) reculent de 8,2 % alors que celles de génisses viande atteignent une perte de 19,3 %. Les sorties de vaches allaitantes comme laitières continuent aussi leur recul de respectivement 16,1 % et 16,5 %.

Côté prix pour les jeunes bovins, la baisse entamée au mois d'avril semble laisser sa place, depuis début août, au retour à une tendance haussière. Ainsi, l'heure est à la remontée saisonnière des cotations qui progressent de 4 % sur la période. Dans le même temps, le rationnement de l'offre de femelles à abattre a permis un timide rebond des cours des vaches laitières en septembre. Celui-ci semble cependant déjà essoufflé alors que la tendance est de nouveau à la baisse. En général, le marché semble particulièrement réactif aux moindres perturbations du contexte. En cause, la pression d'abattoirs qui subissent économiquement le manque de disponibilités et un niveau de charge toujours élevé.

Cotations régionales gros bovins  
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

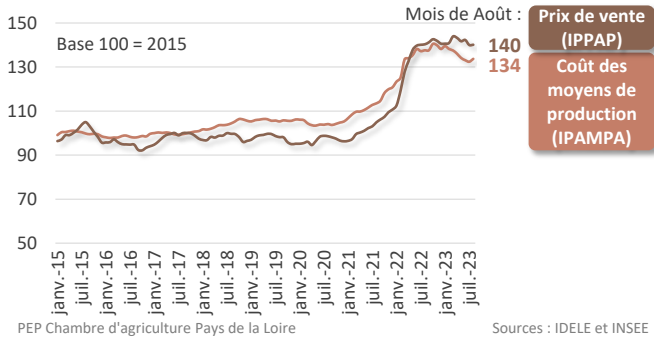
Source : FranceAgriMer

Les achats de viande bovine à domicile continuent de souffrir de la conjoncture inflationniste alors que certains ménages doivent restreindre leur budget alimentation. Début octobre, le panel Kantar enregistre ainsi un recul sur un an de 8,2 % de la consommation de bœuf de boucherie fraîche et de 6,3 % pour la viande hachée surgelée. Pourtant, la consommation apparente totale des Français semble résister avec une baisse légère de 1 % entre juin 2022 et 2023. Cette résilience de la consommation s'explique toujours par les performances du secteur de la restauration hors domicile. A l'inverse, le manque de disponibilités et des prix français au-dessus de la concurrence européenne pénalisent le débouché export. Les envois de viande bovine réfrigérée et congelée reculent de 14 % par rapport à 2022.



Les charges des éleveurs continuent généralement leur baisse portée par celle du prix des aliments, engrais et amendements. Seul le coût des énergies connaît un rebond. Le niveau de charge reste élevé (18 % supérieur à 2021).

Evolution indicielle du prix de vente gros bovins et du coût des moyens de production en bovins viande



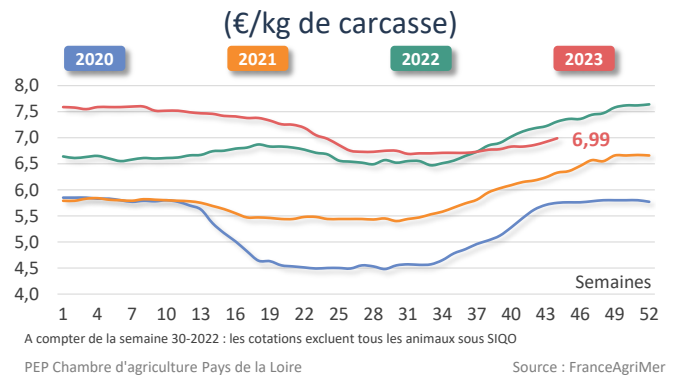
Pour les brouards, l'actualité est marquée par l'expansion rapide de la maladie hémorragique épizootique (MHE) dans le sud-ouest de la France. Selon le ministère de l'Agriculture, la maladie pourrait s'étendre à terme à la totalité du territoire français. Si la sévérité de la maladie est limitée, elle entraîne cependant une interdiction réglementaire des exports de vif en UE. Heureusement, des accords ont été trouvés avec l'Espagne et l'Italie qui sont les principales destinations des brouards français représentant

respectivement un débouché de 86 000 et 870 000 têtes en 2022. L'inconnue majeure est la réouverture du marché Algérien, principal débouché tiers avec 69 000 têtes en 2022.

Côté prix pour les brouards, après une période de creux pendant l'été, le raffermissement de la demande réorientée les cotations à la hausse à 3,50 euros/kg de vif pour les charolais U début septembre.

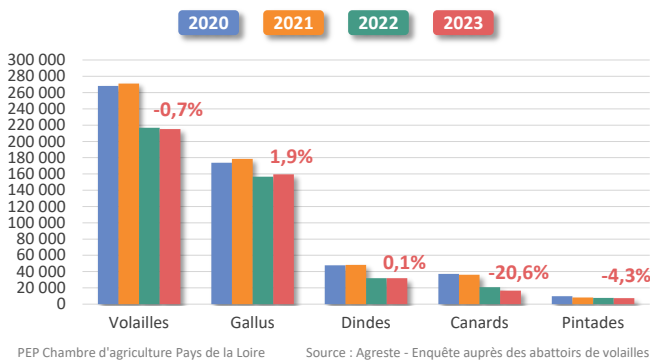
Pour le veau de boucherie, les cours entament timidement leur hausse saisonnière. Dans le même temps, le coût de production continue à diminuer entraîné par la baisse du prix de la poudre de lait écrémé et de lactosérum (avec respectivement -37 % et -43 % par rapport à 2022).

Cotation régionale veaux de boucherie rosé clair, classe O - Entrée abattoir HT - Bassin Grand Nord (€/kg de carcasse)



## VOLAILLE DE CHAIR : UNE REPRISE DES ABATTAGES ENCORE MINIME MAIS ENCOURAGEANTE

Abattages de volailles en Pays de la Loire Cumul janvier à juillet (tonnes)



En septembre, les abattages nationaux de volailles continuent de progresser par rapport à l'année dernière (+1,7 % sur un an d'après

Agreste), signe que la filière se relève peu à peu de la crise d'influenza. Cette hausse des abattages est tirée par ceux de canards à rôti et à gaver (+48,5 % et +17,3 %) et ceux de dinde (+7,9 %), tandis que les abattages de poulet restent stables et ceux de pintade augmentent légèrement (+2,9 %). Concernant la situation régionale, les abattages de volailles se sont fortement redressés à partir d'avril 2023, pour atteindre en juillet 215 158 tonnes (en cumulé depuis le début de l'année) et ainsi revenir quasiment au niveau de 2022, tout en restant bien en-deçà des chiffres avant IAHP (-20,6 % par rapport à 2021). A l'instar de ce qu'on observe à l'échelle nationale, la reprise des abattages est particulièrement dynamique en

canard : entre avril et juillet, les abattages mensuels ont augmenté de 61 %.

En parallèle, la consommation de viande de volailles progresse également, et ce malgré une hausse des prix : sur la période de janvier à août, elle a augmenté de 4,3 % par rapport à la même période en 2022, d'abord tirée par celle de poulet, puis par celles de dindes et de canards.

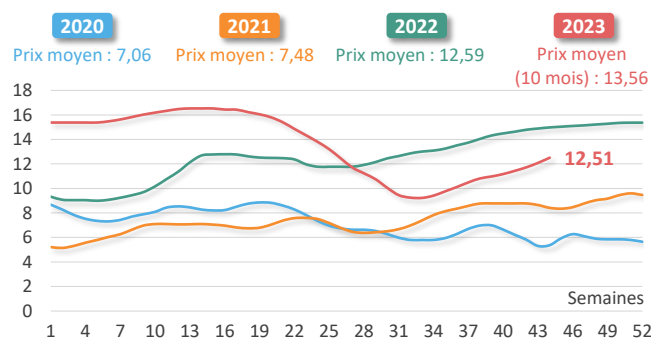
Dans ce contexte, les échanges extérieurs sont en repli : les exportations de viandes de volailles diminuent (-8,2 % entre janvier et août par rapport à 2022), les importations également, mais dans une moindre mesure (-2,1 %). Au bilan, le déficit extérieur se creuse (-36,7 milliers de tec selon Agreste). Dans le détail, les exportations de poulet ont quant à elles plus

fortement diminué (-15,2 %), principalement à destination de l'UE (-20,9 %), et dans une moindre mesure vers les Pays tiers (-5,5 %). Quant aux importations de poulet, même si elles restent élevées et continuent de progresser en cumulé entre janvier et août par rapport à 2022, et ce à la fois en volume et en valeur (+3,4 % ; +11 %), on observe depuis le mois de juin une nouvelle dynamique : les importations diminuent, et c'est une première depuis 2021. La reprise de la production en France, matérialisée par un redressement progressif des abattages ainsi que le bon déroulement de la campagne de vaccination lancée depuis début octobre laissent présager que cette dynamique d'érosion des importations devrait se poursuivre et perdurer sur la fin de l'année 2023 et au-delà.

## ŒUFS DE CONSOMMATION : DES MARCHÉS FRANÇAIS ET EUROPÉEN TRÈS TENDUS

La production nationale d'œufs continue de progresser. D'après l'ITAVI, elle devrait atteindre pour l'année 2023 926 000 teoc, soit 4,4 % de plus qu'en 2022, mais 3,8 % de moins qu'en 2021.

Cotations des œufs de consommation TNO  
Moyenne des calibres G et M (€/100)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Les Marchés

Ce retour progressif de l'offre depuis le premier semestre 2023 après les différents épisodes d'IAHP ainsi que la baisse des prix de l'aliment ont permis d'observer une détente des cours d'avril jusqu'à août. Depuis, les cotations ont fortement augmenté, du fait d'une demande particulièrement dynamique face à une offre

française et européenne qui reste insuffisante pour y répondre.

Cette demande tonique est liée au contexte inflationniste, qui favorise la consommation d'œufs par les ménages, considéré comme un produit anti-crise. En 2023, la consommation d'œufs par Français devrait être supérieure de 4,1 % par rapport à 2022, d'après la CNPO. La demande en grande distribution restait en septembre très majoritairement orientée vers les codes 2 et 3 (cage et sol), bien qu'on observe une demande en forte hausse pour les œufs issus de poules en plein air (+8,8 % sur la période de janvier à septembre 2023, par rapport à 2022). La demande en œufs biologique reste quant à elle en retrait (-5,5 %).

Dans ce contexte, les exportations d'œufs coquille restent encore très limitées. Quant aux importations, même si elles devraient rester importantes en cumulé pour l'année 2023 (environ 72 000 teoc selon l'ITAVI, soit 2,9 % de plus qu'en 2022 et 53,2 % de plus qu'en 2021), on observe néanmoins un repli depuis l'été.

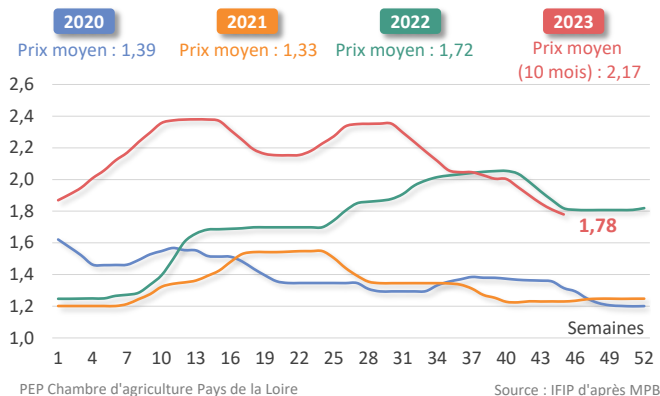
Si celles-ci restent pour l'heure limitées, car très onéreuses, renforçant ainsi la tension sur l'offre, la hausse de production française attendue sur la fin d'année, en novembre et décembre, devrait

pouvoir permettre de détendre les cours. En attendant un retour de l'offre, les industriels essaient de contractualiser davantage afin de sécuriser leur approvisionnement.



## VIANDE PORCINE : UN ÉQUILIBRE DE MARCHÉ DIFFICILE

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



Alors que le cours du porc au cadran breton avait atteint des niveaux records sur le premier semestre 2023, il connaît un recul constant depuis le mois de juillet et s'établit à 1,78 euros/kg en semaine 45. La demande sur le marché intérieur et à l'export demeure peu dynamique. L'inflation pèse sur les ménages qui limitent leurs achats de viande. Bien que la consommation des ménages de jambon et de charcuterie reste stable selon le panel Kantar, les volumes achetés de viande de porc hors élaborés et de saucisses fraîches diminuent. La consommation totale de porc en volume, calculée par bilan, poursuit son érosion. En août 2023, les volumes consommés reculent de 3,9 % en un an

alors que les prix au détail progressent de 10,9 %.

Les abattages français de porcs continuent de diminuer en volume sur les neuf premiers mois de l'année, conséquence de la poursuite de la décapitalisation du cheptel porcin. L'activité de la zone Uniporc enregistre une baisse de 4,6 % début novembre. La production nationale baisse plus fortement que la consommation. En juillet, pour la première fois, le taux d'autosuffisance atteint 99 % soulevant la question de la souveraineté alimentaire.

Au niveau européen, le manque d'offre persiste avec des abattages en repli (-8,5 % au cumul sept mois 2023/22 en nombre de porcs abattus). Avec des prix inférieurs à ceux de l'Europe, les États-Unis et le Brésil sont plus compétitifs, les avantageant sur le marché chinois dont la demande reste limitée.

L'inquiétude monte chez les éleveurs français avec la menace de la fièvre porcine africaine (FPA) présente à 50 km de la frontière sud-est française. Par ailleurs, le renouvellement des actifs dans la filière porcine devient un enjeu majeur, avec un nombre important d'éleveurs qui vont partir à la retraite.



## LAIT DE CHÈVRE : DES DISPONIBILITÉS FRANÇAISES EN RETRAIT MALGRÉ UNE PRODUCTION RELATIVEMENT STABLE

En cumul sur les neuf premiers mois 2023 par rapport à 2022, la collecte de lait de chèvre augmente légèrement (+0,7 %) en Pays de la Loire. Elle est stable au niveau national. Parallèlement, les importations françaises régressent de 27 %. Les principales raisons de ce recul sont la faible disponibilité de nos pays voisins et les conditions climatiques sévères qui

touchent l'Espagne. Les disponibilités des laiteries françaises baissent ainsi sensiblement.

Le repli de la demande des ménages français impacte les fabrications de fromages de chèvre et d'ultra frais qui enregistrent une baisse respectivement de -2,6 % et -8,9 % sur les neuf premiers mois de 2023 par rapport à 2022. Les consommateurs s'orientent vers des produits

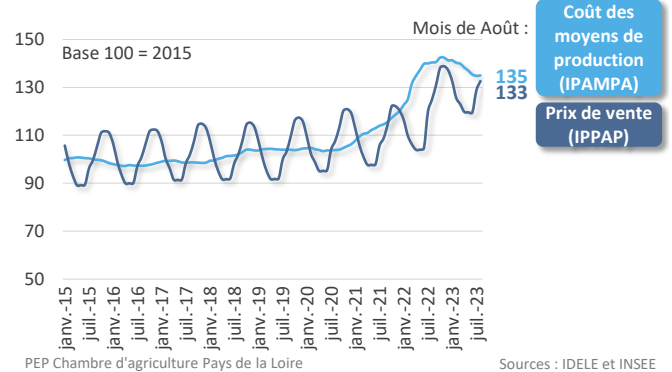
équivalents moins chers à base de lait de vache. S'agissant du fromage de chèvre biologique, les fabrications ont fléchi de 15 % comparativement à l'année dernière. Face à cette demande en berne, le lait est déclassé et valorisé en conventionnel. Les éleveurs sont tentés par la déconversion.

La demande extérieure souffre également de la hausse des prix et de la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Les exportations françaises enregistrent une baisse de 7 %.

Sur la même période, le prix du lait de chèvre français atteint 934 euros/1 000 litres soit une progression de 11 % par rapport à 2022. En Pays de la Loire, la tendance est similaire sur les sept premiers mois de l'année (+13 %/2022). Dans le même temps, le prix des charges à la production suit une tendance baissière. Il reste néanmoins à des niveaux élevés. La hausse de la revalorisation des prix du lait et le repli des charges de production laissent présager une amélioration de la marge des producteurs laitiers.

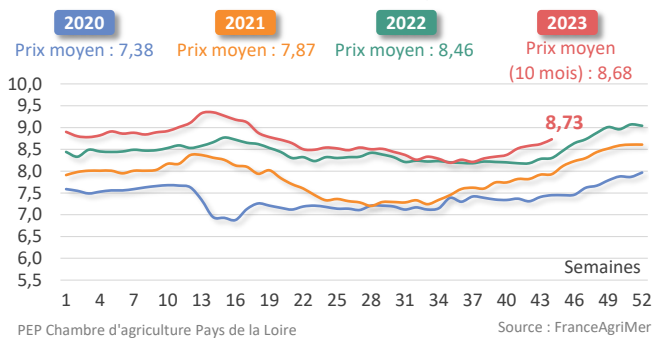
Dans ce contexte incertain tant du côté de l'offre que du côté de la demande, la production pourrait continuer de se maintenir, encouragée par la hausse du prix du lait et la détente des charges. L'enjeu de l'année 2023 sera le renouvellement des générations en maintenant l'attractivité de la filière caprine.

Evolution indicielle du prix de vente et du coût des moyens de production en lait de chèvre



## VIANDE OVINE : REcul DE LA PRODUCTION DE VIANDE OVINE

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



Le cours de l'agneau français a commencé sa hausse saisonnière sous l'effet du repli habituel, mais plus prononcé cette année, de la production en cette période de l'année. En semaine 44, il atteint 8,73 euros/kg (+5 % par rapport à 2022). Selon Agreste, la production ovine (agneaux et réformes) a reculé de -8 % en août par rapport à

2022, en cumul depuis le début de l'année, elle recule du même ordre de grandeur. Les importations françaises de viande ovine s'établissent à de modestes niveaux en cumul depuis le début de l'année (7 mois ; -1 % par rapport à 2022). Seuls les volumes en provenance de Grande-Bretagne ont progressé sensiblement (+15 %), ceux d'origine irlandaise, espagnole, néo-zélandaise ont reculé. Le disponible français de viande ovine est par conséquent en net recul, il recule de 5 % et est très inférieur à la moyenne quinquennale (-9 %).

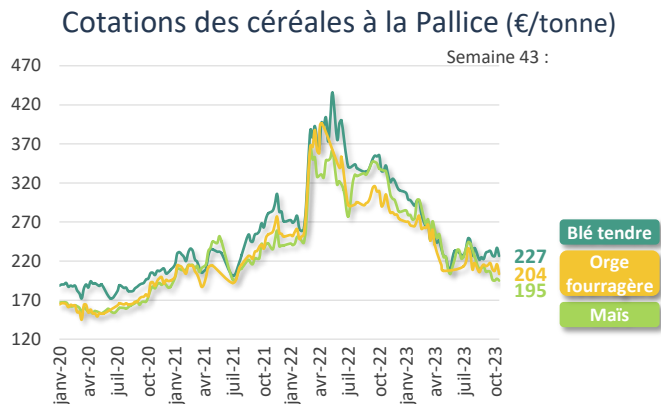
Dans ce contexte, la consommation de viande ovine est très modérée. Alors que le prix moyen de la viande ovine a progressé de 4,4 % sur les neuf premiers mois de l'année selon Kantar, les achats des ménages ont enregistré un recul de 1,8 %.





## GRANDES CULTURES : UNE CONCURRENCE AFFIRMÉE DES ORIGINES MER NOIRE

### Céréales : un bilan satisfaisant pour la moisson 2023 en Pays de la Loire



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

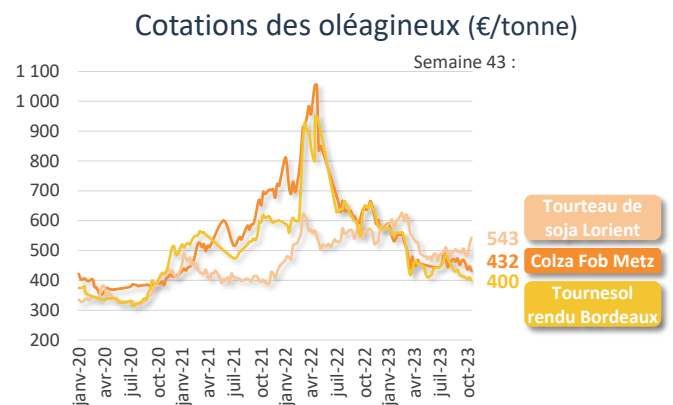
La récolte de céréales ligériennes connaît une hausse globale de 8,2 % sur l'année 2023. Cette performance s'explique d'abord par la production régionale de blé tendre qui augmente de 7,5 % grâce à des rendements 6,3 % supérieurs à la moyenne quinquennale. Même dynamique côté orge avec une récolte 10,6 % au-dessus de celle de l'année précédente. La récolte de maïs profite elle aussi de rendements élevés (14 % au-dessus de la moyenne quinquennale) qui font plus compenser une chute des surfaces récoltées de l'ordre de 9 %. En conséquence, la production de maïs rebondit de 29 % comparé à la faible récolte 2022.

Le marché des céréales reste affecté par un contexte d'instabilité géopolitique marqué en Ukraine et au Proche-Orient (avec des répercussions logistiques et sur le marché des hydrocarbures). Pour le blé, la campagne en cours fournit la deuxième plus grosse production mondiale. Elle est cependant dépassée par une demande record engendrée par un accroissement de la consommation humaine en Asie et en Afrique.

Le blé français est fortement concurrencé par le blé russe sur le marché tiers (notamment au Maghreb) alors que les origines mer Noire profitent d'une forte compétitivité. La sécheresse en Australie a cependant permis aux origines France d'accéder à des débouchés en Chine où l'origine russe n'est pas accréditée.

Le marché du maïs fait lui face à des pressions majoritairement baissières en pleine période de moissons de l'hémisphère nord. La production a été particulièrement performante outre-Atlantique (en particulier aux Etats-Unis). Dans ce contexte, le maïs est compétitif en alimentation animale où sa demande augmente. A l'inverse, la production d'orge mondiale diminue de 7 % avec une utilisation réduite en affouragement.

### Oléagineux : en Europe, l'excès d'offre pèse sur les cotations



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

En Pays de la Loire, la production de tournesol connaît une augmentation soutenue de 29 % en comparaison à l'année 2022. La culture connaît une amélioration substantielle de ses rendements de l'ordre de 38,7 %. A l'inverse, la production de colza recule légèrement de 1 %. Elle est affectée par une baisse des rendements en partie contrebalancé par une augmentation de 15 % des surfaces récoltées.

Côté marché, le complexe soja est assez nerveux alors que les conditions de précipitations rencontrées au sud du Brésil rendent les semis difficiles. Il permet de soutenir un prix du colza particulièrement bas en Europe dans un contexte d'excès d'offre sur le continent et de stocks mondiaux particulièrement élevés. Le marché européen est en effet inondé par les importations de colza d'Ukraine où la production connaît des records. Le constat est assez équivalent sur le tournesol où la Russie et l'Ukraine ont profité de conditions climatiques favorables permettant des productions records.



## VITICULTURE : UN BON MILLÉSIME 2023

La récolte 2023 est un bon millésime avec des disparités selon les secteurs. Dans l'attente d'éléments plus précis pour la quantifier et la qualifier, nous pouvons rappeler l'impact du risque climatique sur les vignobles avec un scénario 2023 différent des conditions climatiques de 2022. Certaines parcelles ont à nouveau été impactées par le gel. Les conditions plus humides de l'été ont entre autres nécessité une protection suivie des vignes contre l'oïdium et le mildiou, virulents sur certaines parcelles. Enfin la vague de chaleur survenue au moment de la récolte a généré des baisses de rendement.

Le bilan des sorties de chais 2022-23 fait état fin juillet d'un recul assez généralisé des ventes directes à l'exception des fines bulles comme le Crémant de Loire. Les achats du négoce sont en progression pour les appellations nantaises, conséquence d'une récolte plus importante en 2022. En Anjou-Saumur, les volumes achetés par le négoce reculent pour le Cabernet d'Anjou, le

Rosé d'Anjou, le Saumur Champigny, mais progressent pour le Crémant de Loire et le Rosé d'Anjou et se stabilisent pour le Saumur fines bulles et le Coteaux du Layon.

S'agissant de la mise en marché 2022-23, la baisse des exportations de Muscadet se poursuit en 2023. Selon les informations communiquées par InterLoire sur la période juillet 2022 - juin 2023, les volumes exportés ont globalement reculé de 10 % en raison du repli de la demande du Royaume-Uni. En Anjou-Saumur, les volumes ont également globalement reculé, ce notamment pour les appellations les plus exportatrices comme le Crémant de Loire (-3 %), le Rosé d'Anjou et le Cabernet d'Anjou (respectivement -9 % et -25 %). Concernés par des volumes moins importants, les Saumur Rouge et Blanc sont également en repli. A noter cependant la progression du Saumur fines bulles et de l'Anjou blanc, et la stabilité du Saumur Champigny et du Rosé de Loire.



## HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : UNE DEMANDE SOUTENUE EN PÉPINIÈRE

Alors que les professionnels appréhendaient l'arrivée de la saison estivale, avec en ligne de mire de potentielles restrictions d'eau comme en 2022, les épisodes pluvieux de cet été ont finalement permis de gérer sereinement cette période charnière. De manière générale, en horticulture et pépinière, le marché correspondant aux ventes directes est dynamique, tout comme le marché du paysage, qui implique les collectivités et professionnels comme les paysagistes. Pour le marché de la distribution avec les jardinerie, la situation est différente : on observe une baisse des ventes par rapport aux années passées, qui s'explique notamment par l'inflation qui érode progressivement le pouvoir d'achat des Français. D'après les professionnels, le végétal a aujourd'hui atteint un prix plafond, au-delà duquel la baisse de consommation pourrait devenir très significative.

Spécifiquement en pépinière, où la demande est tirée par les collectivités avec le marché du paysage, les voyants sont au vert : la demande est tonique, les collectivités ne subissant pas de plein fouet l'inflation, contrairement aux particuliers. La saison forte, qui a débuté depuis septembre, se déroule bien.

Du côté de l'horticulture, la météo très clémente en septembre a incité les Français à conserver leurs plantes estivales, et les achats de plantes bisannuelles ont donc été assez faibles. Sur la période de la Toussaint, les professionnels ont enregistré des ventes en baisse, tendance observée depuis plusieurs années. Néanmoins, il semblerait que ce soit avant tout l'effet météo qui ait plombé les ventes cette année, avec un épisode pluvieux à cette période. Plus globalement, même si les ventes s'avèrent correctes, la situation reste toujours plus compliquée pour la filière horticole

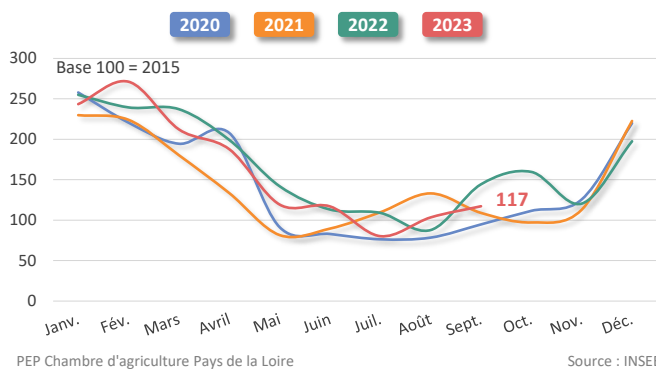
comparativement à la pépinière. En effet l'horticulture est touchée par des problématiques conjoncturelles comme la hausse du coût des intrants, mais aussi structurelles, avec une remise en cause progressive des modes de production au regard des enjeux environnementaux, surtout pour l'ornemental.

S'ils continuent à consommer de l'ornemental, les Français se dirigent désormais davantage vers des plantes plus durables, et ce au détriment des plantes aux durées de vie plus éphémères. Cette tendance de consommation est à mettre en lien avec les aspirations environnementales et de durabilité des consommateurs.



## LÉGUMES : UN DÉCALAGE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE AU DÉBUT DE L'AUTOMNE

Evolution indicielle du prix de vente de la tomate



En légumes de serre, le marché de la tomate a connu de fortes fluctuations tarifaires au cours de la saison estivale, avec au bilan une consommation plus faible qu'attendu. Le climat frais et humide de la mi-juillet a fait chuter la demande. Le retour des températures clémentes au mois d'août et la mise en place d'opérations commerciales ont permis de faire diminuer les stocks. Avec les températures élevées, la demande est restée soutenue en septembre et au début du mois d'octobre face à une offre qui se raréfiait, ce qui a entraîné une hausse des cours.

En concombre, le début de la saison semblait encourageant comme en tomate, mais la demande est finalement restée très limitée : les prix ont peu à peu diminué et fin août, le concombre a même été déclaré en crise conjoncturelle. C'est un bilan plutôt négatif pour les opérateurs du bassin nantais.

Concernant les légumes de plein champ, la campagne de poireau primeur s'est achevée mi-août. Le bilan est globalement positif, avec des prix supérieurs à la moyenne quinquennale. La

consommation durant l'été était plutôt bonne, ce qui a permis de bien écouler les volumes disponibles. Au début de l'automne, la demande restait assez morose. A cela s'additionne des attaques parasitaires qui ont détérioré la qualité du poireau sur l'ensemble des bassins de production français, entraînant une baisse des prix. Les ventes ont bien augmenté depuis la mi-octobre, avec une demande dynamique et plusieurs actions promotionnelles.

En carotte, l'offre est plutôt bonne, les producteurs du bassin angevin avaient eu au printemps des conditions climatiques favorables pour les mises en place. Mais les épisodes pluvieux récents ont perturbé la récolte. A l'échelle nationale, les rendements sont tout de même meilleurs que l'année dernière. Mi-octobre, le marché reste calme. Les volumes augmentent progressivement sur les étals.

En salade, le marché est devenu très tendu à la fin de l'été, du fait d'une offre française insuffisante. La production a été impactée par des conditions climatiques très changeantes, ce qui a altéré la qualité des salades. Les destructions au champ ont augmenté. Face à une offre qui est par la suite restée limitée, la demande s'est peu à peu essouffée et le marché s'est équilibré. Spécifiquement en mâche, le manque de rentabilité de cette production interroge les professionnels sur la pertinence de poursuivre les mises en place. Sur le bassin angevin, se pose également la question du débouché puisque la mâche produite est principalement destinée à la quatrième gamme. Or les industriels font eux face à une baisse de rentabilité.

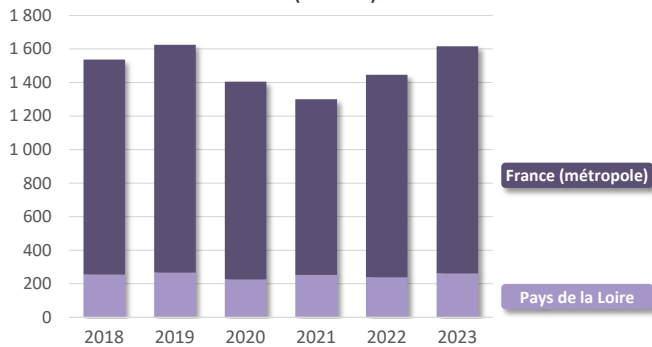
En radis, des destructions au champ ont également eu lieu suite à des problèmes sanitaires. Pour autant, l'offre disponible reste

excédentaire par rapport à la demande peu dynamique. Les cours sont stables.



## ARBORICULTURE : EN POMME COMME EN POIRE, LA RÉCOLTE LIGÉRIENNE TIRE SON ÉPINGLE DU JEU

Production nationale et régionale de pommes (tonne)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

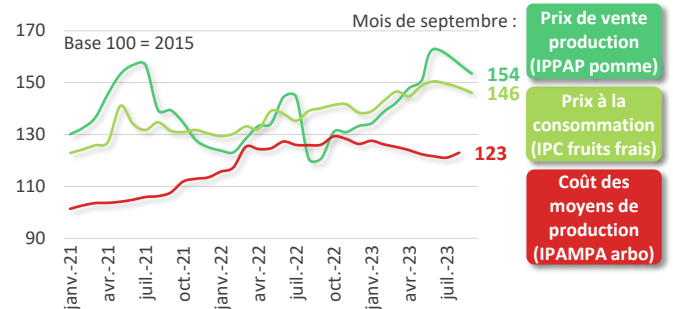
Source : Agreste

A l'heure du bilan de la récolte 2023, les perspectives ligériennes en pomme comme en poire sont encourageantes. Pour les pommes, la région Pays de la Loire connaît une bonne récolte de 5 % au-dessus de sa moyenne 2018-23. L'échelle nationale connaît aussi une récolte quantitativement satisfaisante à +9 % par rapport à cette moyenne. La production européenne est plus faible cette année chutant de 6,7 % par rapport à 2022, plombée par divers aléas climatiques.

Si l'été parfois caniculaire n'a pas trop entamé le potentiel de rendement des pommiers, il a cependant affecté la qualité esthétique des premières récoltes de Golden. Les fortes chaleurs n'ont pas offert aux fruits les conditions de fraîcheur nocturne nécessaires à la bonne coloration des fruits. La conséquence est des Golden parfois plus vertes que jaunes qui pourraient perturber les consommateurs. A l'inverse, ce sont les précipitations qui pourraient affecter négativement la récolte en cours de Pink Lady créant des incertitudes quant à leur potentiel de coloration et de conservation.

Pour la poire, la récolte nationale est plombée par les performances du sud de la France, alors que

Evolution indicielle du prix à la consommation des fruits frais, du prix de vente des pommes et du coût des moyens de production en arboriculture



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE et Agreste

la floraison 2023 a été affecté négativement par la canicule 2022. On enregistre ainsi une récolte de 2 % en dessous de la moyenne quinquennale. A l'inverse, les Pays de la Loire ont tiré leur épingle du jeu avec un bonne année de 23 % au-dessus de sa moyenne quinquennale.

Les cotations de pommes restent relativement solides malgré une demande française qui a pu être temporairement retenue par le retard de la baisse saisonnière des températures. En septembre, les prix « nu départ station » pour le marché du frais sont 15 centimes d'euro au-dessus de l'an passé. A la fin du mois d'octobre, la France connaît une performance à l'export en hausse de 10 % sur ce marché par rapport à la campagne précédente. Cela permet d'afficher des ventes supérieures à 2022 sur la même période malgré une semaine de commercialisation en moins (due à une récolte plus tardive).

En poire, l'offre plus restreinte cette année couplée à une demande continue permet au cours de garder un niveau élevé. La pression des coûts de production reste néanmoins encore forte pour la filière.





Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •  
C. Bioche • Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •  
Edition : novembre 2023 – Version n°2

**Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :**

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Valentine LE CRAS	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : valentine.lecras@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Yann MATHIAS	Tél. 02 41 18 60 64	Mail : yann.mathias@pl.chambagri.fr